

Vermine ...

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 12 mars 1934

1 Mon compagnon a ri lorsque je lui ai dicté ce titre, et il avait bien le droit de rire, comme les autres lecteurs ont bien le droit de rire eux aussi ; car le titre est étrange et amusant.

2 Mais je n'ai fait de promesse à personne, et il n'était nullement de mon ressort de promettre à qui que ce soit de choisir pour lui des titres entièrement faits de ce sérieux qui engendre les fronts sombres, n'éveille aucun sourire, et ne provoque aucun rire. Et que puis-je faire, si le sujet dont je veux parler à mes lecteurs est précisément ce qui dicte ce titre étrange et amusant, et l'impose par pure nécessité ? Puis-je, pouvez-vous, peut quiconque d'autre que vous et moi, nommer ces variétés de corruption qui se sont glissées dans le gouvernement égyptien — le défaisant entièrement, le corrompant entièrement, et faisant de sa réputation l'amusement des bavards et le passe-temps des veillées — par un autre nom que celui de la vermine : celle qui ne s'empare presque jamais de quelque chose sans le corrompre, en emportant ce qu'il avait de meilleur, et n'en laissant qu'une image qui, si bien qu'elle trompe l'œil, ne peut résister à l'épreuve et à l'examen ? Et l'injustice de l'administration envers les gens, son excès dans cette injustice, et son entêtement à la poursuivre, n'étaient-ils rien d'autre qu'une vermine qui ronge la coopération et la solidarité, la confiance et la tranquillité, qui devraient exister entre les gens et l'administration — jusqu'à ce que tout cela se change en doute, en peur, en désespoir et en hostilité ; jusqu'à ce que ceux qui regardent l'Égypte de loin s'imaginent qu'il y existe une administration qui traite les gens avec douceur et veille sur leurs affaires avec justice et équité ; mais dès qu'ils s'approchent de cette administration et en éprouvent les rouages, et voient l'histoire d'al-Badari et les histoires honteuses et misérables qui lui ressemblent, ils apprennent que cette administration n'est qu'une image que la vermine a corrompue, n'en laissant que la forme et l'apparence ?

3 Et cette corruption qui s'est glissée, à notre profond regret et à notre tristesse la plus vive, dans la gestion des finances de l'État — collecte, protection, et dépense — n'était-elle rien d'autre qu'une vermine qui a rongé le système financier tout entier, n'en laissant que l'apparence et la forme ?

4 Ils ont raconté que l'argent était collecté par la contrainte, la violence, les coups de fouet, et l'emmenement des gens aux postes de police liés par des cordes et des chaînes ; et ils ont raconté que des impôts iniques, qu'aucune loi n'autorise ni aucun règlement ne permet, étaient imposés aux gens par malice, par ruse, et comme châtiment pour des fautes qu'ils n'avaient jamais commises ; et ils ont raconté que cet argent, collecté par la contrainte et l'injustice, saisi par la violence et la tyrannie, ne restait dans les coffres de l'État que le temps que le gaspillage l'en emportât de toutes parts, et que le gâchis le dissipât sous toutes ses formes, avant de quitter ce trésor pour aller là où il n'aurait jamais dû aller — une partie dépensée en divers luxes et prodigalités, une autre dépensée à satisfaire une certaine faction de gens, les favorisant de bienfaits et de faveurs, et les réservant à la richesse et à l'opulence. Et nous en avons raconté beaucoup : combien de fois avons-nous parlé des congrès ! Combien de fois avons-nous parlé des projets de curage des canaux ! Combien de fois avons-nous parlé de l'Administration des Domaines ! Et combien de fois le ministère actuel et le ministère déchu ont-ils entendu ces récits, sans pouvoir, jusqu'à présent, se lever pour les démentir, ou y répondre !

5 Et l'affaire de la Corniche n'était-elle qu'un seul grain de cette vermine ? Que Dieu nous pardonne — c'était, bien plutôt, une vermine abondante, aux formes et aux espèces diverses : une partie touchant la municipalité d'Alexandrie, une autre touchant le ministère au Caire. Une partie touchant l'administration, une autre touchant les finances. L'enquête même que le ministère a entreprise sur l'affaire de la Corniche, et la commission qu'il a formée pour la mener, a-t-elle pu mettre la main sur toute cette vermine, pour l'extraire de ses repaires et l'exposer pleinement aux gens ? Une partie de cette vermine n'a-t-elle pas échappé à cette enquête tout entière — une vermine qui paraît sacrée, qui paraît inattaquable, et qui paraît protégée par des forces occultes, non seulement contre la commission d'enquête, mais contre le Parlement lui-même ? Me croyez-vous donc dans l'erreur, lorsque je nomme ces variétés de corruption vermine, et que je prends le nom de cette vermine pour titre de cet article ?

6 Et dites-moi, ces scandales que les journaux se sont mis à diffuser, et qu'ils s'obstinent à diffuser depuis des jours, et dans lesquels le premier ministre lui-même a été contraint de se plonger, prenant sur lui une grande part de leur diffusion — comment pouvez-vous les nommer autrement ? Ne sont-ils pas une vermine qui ronge le gouvernement, le

détruisant entièrement, l'épuisant entièrement, en emportant son essence, sa fleur, et ce qu'il avait de meilleur, pour n'en laisser qu'une apparence que les yeux peuvent voir, et une forme que le regard peut saisir — de sorte que, lorsque l'épreuve et l'examen la touchent, elle ne puisse offrir ni résistance ni constance ?

7 Quoi donc ? Le premier ministre, le bon homme — lui qui préside de manière indépendante le ministère, qui porte les charges du pouvoir, qui est tenu de ne rien dire sans réflexion, méditation et jugement — déclare à présent que, alors qu'il assurait l'intérim de Sidki Pacha à la tête du ministère, il reçut de ce même Sidki Pacha une lettre lui conseillant qu'il serait bon de mettre en garde le ministre des Travaux publics sur ses relations avec certains entrepreneurs à Londres, car ces relations nuisaient à la réputation du ministère. Il déclare ensuite avoir alerté le ministre des Travaux publics de cela, et que le ministre des Travaux publics retourna à Londres, rencontra Sidki Pacha en chemin, puis entra en contact à Londres avec certains ingénieurs et entrepreneurs, et leur en parla, puis revint en Égypte et informa le premier ministre — qui n'était pas encore premier ministre à l'époque — que le lien qu'avait mentionné Sidki Pacha ne nuisait pas, en réalité, à la réputation du ministère, mais que ce qui nuisait à la réputation du ministère était un autre lien, entre Sidki Pacha lui-même et un autre entrepreneur, étranger celui-là, qui fréquentait les entrepreneurs à Londres, leur montrant une photographie du dictateur dédicacée de sa propre main, et leur disant que l'obtention du marché de Jabal al-Awliya n'était possible qu'avec l'agrément du dictateur. Quoi donc ? Le premier ministre raconte tout cela aux journaux, consignait ainsi qu'il avait partagé le pouvoir avec deux hommes qui s'accusaient mutuellement, chacun se méfiant de l'autre, chacun répandant le mal sur l'autre, chacun doutant de la part d'intégrité et de pureté de l'autre — le sachant, et le passant sous silence, et partageant le pouvoir avec ces deux hommes, sans que ne l'en retiennent ni son âme droite, ni son bon cœur, ni sa conscience pure — jusqu'à ce que, une fois chassé de ce ministère, écarté entièrement de lui, il en parlât aux gens. Et à quoi ce discours servait-il donc ? Oui — et le premier ministre consigne contre lui-même qu'au moment où il forma son ministère, ou que son ministère fut formé pour lui, il accepta, avant cela, de partager le pouvoir avec le ministre des Communications, qui avait été ministre des Travaux publics, et sur lequel il avait dit ce qu'il avait dit, et parlé comme il avait parlé. Tout cela n'est-il pas une vermine qui ronge le gouvernement, le corrompant de la plus hideuse manière, le démolissant de la plus affreuse manière — une

ère où se produisent tous ces scandales que nous avons évoqués en partie plus haut, où certains de ses hommes et de ses piliers se soupçonnent mutuellement à ce point que le premier ministre lui-même a révélé, où abondent à son sujet les propos infâmes, où se diffusent à son sujet les rumeurs honteuses, où ses affaires sont prises en main par l'enquête, tantôt par le parquet, tantôt par des commissions — comment pouvez-vous la décrire ? Comment pouvez-vous la nommer ? Et comment pouvez-vous nier qu'il s'agit d'une ère où la vermine a œuvré jusqu'à la détruire, l'épuiser, et la rendre inapte à durer ?

8 Je lisais, il y a quelques jours, le récit de ce qui s'était passé à la Chambre des députés française durant les troubles survenus à Paris au début du mois dernier, et voilà qu'un homme de l'opposition n'hésite pas à dire au chef du gouvernement français et à ses collègues ministres : que leur exercice du pouvoir est une honte pour la France. Et qu'avaient donc fait ce chef du gouvernement français et ces collègues ministres ? Il n'a pas été établi, jusqu'à présent, qu'ils aient violé un seul principe constitutionnel, ou outrepassé une seule limite de la loi, ou transgressé un seul principe de morale ; on les accusait seulement de dureté dans leur traitement du peuple et de faiblesse envers les fraudeurs — et pourtant on leur a dit, du haut de la plus haute tribune de la Chambre des députés française, c'est-à-dire de la plus haute tribune politique au monde, que leur prise en charge du pouvoir en France était une honte pour la France. Ces propos furent ensuite publiés dans le journal officiel français, puis diffusés dans tous les journaux français, quotidiens et autres ; ces ministres démissionnèrent quelques heures après ces propos, et ils sont à présent interrogés devant des commissions d'enquête. En Égypte, en revanche, notre premier ministre consigne qu'il avait été membre d'un ministère dont certains membres se lançaient mutuellement des accusations de malversation, le sachant et le supportant patiemment ; puis la présidence du conseil lui est confiée, et il n'hésite pas à partager le pouvoir avec certains de ces mêmes accusateurs ; et il n'hésite pas, ensuite, à diffuser largement ce fait, et à le proclamer ouvertement, sans songer à démissionner, sans songer à demander à ce collègue de démissionner, et aucun membre du Parlement ne songe à l'interroger, ni à interroger son collègue, ni à interroger Sidki Pacha sur la vérité de cette affaire — affaire dont aurait honte le plus modeste des hommes, le moins instruit, le moins soucieux de l'honneur de la vie publique.

9 Décrivez tout cela comme vous voudrez, et nommez tout cela comme vous voudrez ; mais moi, je ne puis y voir rien d'autre qu'une

vermine qui a corrompu le gouvernement, et exposé toute la vie égyptienne et toute la réputation égyptienne au plus grand mal et au plus grave péril. Et je suis on ne peut plus sincère, on ne peut plus véridique, lorsque j'assure au premier ministre et à ses deux collègues, le dictateur et le ministre des Communications, que je ne peux, en lisant ces propos que diffusent les journaux ces jours-ci, résister à la honte, ni me garder de l'opprobre qui s'élève en moi, ni m'empêcher de ressentir un embarras douloureux et une profonde affliction lorsque quelque étranger me parle de cette infamie dont l'Égypte est marquée, qui se répand dans son air comme se répandent les épidémies, et qui fait de l'Égypte le jouet des frivoles et le divertissement de ceux qui s'amusent à ses dépens.

10 L'Égypte n'a-t-elle donc pas, aux yeux de ces ministres, assez de dignité pour les pousser à quitter le pouvoir, et à remettre toute cette affaire à l'enquête, afin qu'elle la passe au crible ; pour que le coupable réponde de sa faute et que la justice proclame l'innocence de l'innocent ? L'Égypte n'a-t-elle donc pas, aux yeux de ces ministres, assez de dignité pour les avertir que le mal causé par la propagation de cette corruption ne s'arrête pas à cette érosion inévitable de la confiance dans les hommes du pouvoir, ni à ce qui pousse le peuple à douter de tout et à se méfier de tout, mais va au-delà, vers quelque chose qui n'est pas moins mauvais ni moins odieux : en ouvrant la voie à l'ingérence pour ceux qui veulent s'ingérer, en créant l'occasion de la domination pour ceux qui veulent dominer, et en donnant aux étrangers licence de répéter aujourd'hui ce qu'ils disent depuis plus d'un demi-siècle, à savoir que les Égyptiens sont on ne peut plus incapables de porter les charges du pouvoir avec cette intégrité d'âme, cette pureté de conscience, et ces mains, ces langues et ces cœurs purs qu'exige le gouvernement.

11 Que le premier ministre me croie : il est de son devoir, après avoir dit ce qu'il a dit, et diffusé ce qu'il a diffusé, il est de son devoir envers lui-même et envers sa nation de quitter son poste, et de laisser ces scandales, qu'il a lui-même contribué à diffuser dès hier, entre les mains de l'enquête seule ; afin que les gens, Égyptiens et autres, sachent où est le coupable et où est l'innocent.